

Asie du Sud-Est

Stratégies clés de l'aide

Promouvoir les initiatives régionales, encourager une « croissance de qualité », réaliser une société pacifique et sûre, et répondre aux problèmes mondiaux

La communauté de l'ANASE a été lancée à la fin de l'année 2015. Les pays d'Asie du Sud-Est regroupent une population de près de 630 millions d'habitants. Ce marché colossal devrait constituer un moteur de l'économie mondiale.

L'Asie du Sud-Est étant la région la plus importante pour le Japon aux plans politique, économique et sécuritaire, la JICA concentre sa coopération sur le développement des ressources humaines et les infrastructures favorisant une croissance

mutuelle, entre autres secteurs. Les domaines spécifiques de coopération de la JICA comprennent le développement des infrastructures matérielles et immatérielles pour une « croissance de qualité », ainsi que les initiatives régionales visant à réduire les écarts de développement au sein de l'ANASE et parmi ses États membres. Dans ces domaines et bien d'autres, la JICA capitalise sur les connaissances, les technologies et l'expérience du Japon.

● Promouvoir les initiatives régionales

L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), un organisme intergouvernemental constitué de 10 des 11 pays d'Asie du Sud-Est (le Timor-Est est le seul pays à ne pas avoir rejoint l'ANASE), poursuit ses efforts visant à approfondir l'intégration régionale après le lancement de la communauté de l'ANASE. Afin que les pays de l'ANASE puissent se développer et approfondir leur intégration, il sera nécessaire de renforcer la connectivité au sein de l'ANASE, entre l'ANASE et le Japon, et entre l'ANASE et le monde, aussi bien d'un point de vue matériel qu'institutionnel.

Les pays fondateurs de l'ANASE (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande) doivent encourager les industries à forte valeur ajoutée et former des ressources humaines qui soutiennent le développement industriel afin de maintenir la croissance en évitant le « piège du revenu moyen »¹. Ces dernières années, les nouveaux pays membres de l'ANASE (Cambodge, Laos, Myanmar et Vietnam)

ont quant à eux développé leurs corridors économiques. Ces corridors sont le résultat de l'intégration de l'ANASE et ils permettent de libérer le potentiel de ces pays. Afin de continuer à réduire les écarts avec les pays fondateurs, ils devront parvenir à une forte croissance économique et améliorer la vie de leur population.

La JICA participe activement à un groupe de travail public-privé, constitué de ministères du gouvernement japonais et d'organisations du secteur privé, établi par le gouvernement japonais afin de renforcer la connectivité de l'ANASE. Conformément aux diverses politiques et aux plans de l'ANASE pour renforcer la connectivité dès le stade de la formulation à travers des dialogues avec l'organisation régionale, la JICA apporte une aide pour le développement des infrastructures

¹ Situation dans laquelle un pays en développement qui connaît une croissance rapide atteint un niveau de revenu intermédiaire et surmonte la pauvreté, mais perd sa compétitivité internationale pour l'exportation de produits manufacturés et sa dynamique de croissance, principalement à cause de la hausse des salaires.

Programmes de la JICA en Asie du Sud-Est (exercice 2015)



Initiatives concrètes

Activités et initiatives par région

Activités et initiatives par thème de développement

Autres activités et initiatives

économiques et sociales, l'amélioration du climat de l'investissement et de l'environnement des affaires, ainsi que le développement de systèmes juridiques. De plus, la JICA soutient les efforts de l'ANASE pour renforcer la connectivité parmi ses membres en coopérant avec les pays, particulièrement les nouveaux États membres, pour améliorer l'éducation de base, la gouvernance, la santé, l'agriculture et l'approvisionnement en eau en vue de réduire les écarts de développement aux plans régional et national. Lorsque cela est approprié, la JICA promeut cette coopération sous forme de coopération Sud-Sud et triangulaire ou tripartite.

La JICA contribue significativement à la promotion de dialogues intergouvernementaux, plus particulièrement en réponse aux engagements pris par le gouvernement japonais lors du sommet Japon-ANASE sur la mise en œuvre de programmes de coopération au développement dans la région. Elle contribue également à la communauté économique de l'ANASE (CEA) pour établir des partenariats économiques, en particulier le Partenariat Trans-Pacifique (TPP) et le Partenariat économique régional global (RCEP), conformément aux politiques du gouvernement japonais dans ce domaine.

Avec le Timor-Est, seul État d'Asie du Sud-Est non membre de l'ANASE, la JICA mène une coopération pour la formulation d'un plan d'urbanisme complet couvrant les multiples secteurs, dont les transports et l'approvisionnement en eau, incontournables pour assurer une croissance économique durable.

● Promouvoir une « croissance de qualité »

La JICA encourage le développement d'infrastructures de qualité en appui à une croissance durable en Asie du Sud-Est en se basant sur une initiative japonaise baptisée « Partenariat pour des infrastructures de qualité : investissements pour l'avenir de l'Asie » afin de répondre aux besoins croissants en matière de développement des infrastructures au sein de l'ANASE par la construction d'infrastructures de qualité, faciles à utiliser, durables, respectueuses de l'environnement, résilientes aux catastrophes et rentables à long terme. Les infrastructures de qualité contribuent aussi significativement à l'amélioration de la

vie des populations par le renforcement de la connectivité entre les pays membres de l'ANASE, la création d'emplois et l'amélioration des compétences de la population locale, ainsi que par un meilleur accès aux services sociaux. La JICA adopte une approche inclusive du développement des infrastructures en mobilisant un large éventail de ressources financières, notamment du secteur privé et des institutions de financement du développement, ainsi qu'en renforçant les partenariats avec les organisations internationales et les entreprises privées. La JICA prend également en compte les coûts du cycle de vie et l'impact sur les aspects environnementaux et sociaux en soutenant de diverses manières le développement des ressources humaines, notamment industrielles, l'autonomisation des femmes ainsi que la formation et la mise en réseau d'individus et de groupes favorables au Japon. La JICA veille également à accélérer la phase de formulation des projets.

● Réaliser une société pacifique et sûre

L'aide bilatérale de la JICA dans ce domaine se concentre sur le renforcement de la gouvernance et l'aide au processus de démocratisation. Cela se traduit notamment par une aide aux minorités ethniques au Myanmar et la prévention du trafic d'êtres humains au Vietnam [→ voir l'étude de cas page 33]. La JICA s'attaque également aux problèmes régionaux, en déployant une aide pour l'établissement de cadres juridiques et judiciaires et en renforçant les capacités de sécurité maritime.

● Résoudre les problèmes mondiaux

La coopération de la JICA dans le secteur de la santé se concentre sur la couverture santé universelle (CSU) conformément à, entre autres politiques, l'Initiative ANASE-Japon pour la santé annoncée par le premier ministre Shinzo Abe lors du 17^e sommet Japon-ANASE, en novembre 2014. La coopération de la JICA pour la réduction du risque de catastrophe est quant à elle largement inspirée de l'Initiative de coopération de Sendai pour la réduction du risque de catastrophe établie lors de la troisième conférence mondiale des Nations unies sur la réduction des risques de catastrophe, en mars 2015. Elle couvre l'intégralité du cycle de gestion des catastrophes naturelles :

Étude de cas **Indonésie : Projet Indonésie-Japon pour le développement des mécanismes de mise en œuvre de REDD+ (IJ-REDD+)**

Contribuer à la création de mécanismes d'atténuation du changement climatique par des mesures de lutte contre la déforestation et la dégradation des forêts

La JICA aide l'Indonésie, qui connaît une déforestation et une dégradation forestière rapides, à créer une structure pour la mise en œuvre de REDD+, notamment pour la gestion durable des forêts en collaboration avec les organisations et les communautés locales concernées.

Développement d'un modèle de mise en œuvre dans un parc national

Avec la troisième zone forestière au monde, l'Indonésie abrite l'une des rares réserves mondiales de biodiversité. Cependant, le pays connaît une déforestation et une dégradation forestière rapides à cause, entre autres raisons, de la conversion en terres cultivables, des coupes illégales et des incendies. Cela se traduit par une augmentation des émissions de gaz à effet de serre qui atteignent des niveaux préoccupants dans un contexte de lutte contre le changement climatique.

La JICA soutient le développement d'une structure de mise en œuvre pour REDD+ dans les provinces du Kalimantan occidental et du Kalimantan central. Le mécanisme REDD+ a un double objectif. « REDD »

signifie la réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation forestière dans les pays en développement. Le symbole « + » représente le rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et de l'augmentation des stocks de carbone forestier dans les pays en développement. REDD+ est une initiative de lutte contre le changement climatique offrant des incitations financières et économiques pour deux types d'activités.

Dans ce projet, la JICA travaille avec les autorités locales et les bureaux des parcs nationaux pour rassembler des données sur les stocks de carbone forestier, analyser les facteurs de déforestation et de dégradation forestière et mener des recherches sur la biodiversité dans l'optique de créer une structure



Des responsables effectuent une enquête pour mesurer la biomasse forestière dans le bureau d'un parc national.

pour surveiller les stocks de carbone des forêts et des tourbières et développer les capacités liées.

Dans le parc national de Gunung Palung, l'un des sites du projet, les résidents locaux qui vivaient de coupes illégales et de culture sur brûlis étaient de plus en plus mécontents de la répression exercée par les autorités du parc. La JICA a développé les capacités de facilitation des responsables du parc qui ont pu à leur tour reconstruire un lien avec les résidents locaux par un dialogue honnête et concret. La JICA soutient à présent la culture de légumes biologiques et l'élevage de canards comme sources alternatives de revenu. Elle encourage également une gestion collaborative avec diverses parties prenantes. Par ces actions, la JICA soutient le développement d'un modèle de mise en œuvre de REDD+ dans un parc national.

le développement de systèmes d'alerte précoce et la lutte contre le changement climatique lors des phases d'atténuation et de préparation, le déploiement d'une aide humanitaire et le renforcement de l'aide communautaire durant la phase de réponse, et la promotion du concept « Reconstruire mieux » lors de la phase de rétablissement.

Tour d'horizon des pays et enjeux prioritaires

● Indonésie

Bien que le taux de croissance du PIB réel de l'Indonésie ait légèrement diminué à 4,8 % en 2015, grâce à une population jeune de 250 millions d'habitants, la croissance devrait rester forte à moyen terme. Pour maintenir une croissance économique stable en Indonésie, il est nécessaire d'améliorer le climat de l'investissement et de réduire les disparités régionales en promouvant le développement d'infrastructures en appui aux activités économiques ainsi que le développement de ressources humaines possédant des compétences et des connaissances avancées.

La JICA soutient le développement des infrastructures en faisant appel aux connaissances et au savoir-faire du secteur privé. Le premier projet de métro du pays à Jakarta qui vise à réduire les embouteillages dans la zone métropolitaine, et le développement de l'énergie géothermique, domaine où le Japon dispose d'avantages technologiques considérables, en sont des exemples concrets.

L'Indonésie souffre régulièrement de catastrophes naturelles et, en se basant sur l'expérience du Japon qui subit les mêmes problèmes, la JICA apporte une aide pour la réduction du risque de catastrophe et les mesures de lutte contre le changement climatique en renforçant la connectivité régionale, en encourageant le développement régional, en réduisant les disparités régionales, et en renforçant le système de sécurité sociale.

● Philippines

En 2015, l'économie philippine a poursuivi sa croissance stable avec une augmentation du PIB de 5,8 %. Les Philippines doivent cependant faire face à un certain nombre de défis pour se développer de manière durable, notamment le manque d'investissements dans les infrastructures, la fréquence des catastrophes naturelles et l'aboutissement difficile du processus de paix à Mindanao.

La coopération de la JICA aux Philippines se concentre sur les domaines prioritaires suivants : (1) parvenir à une croissance économique durable par la promotion des investissements ; (2) surmonter les vulnérabilités du pays ; et (3) établir la paix dans les zones de conflit à Mindanao.

Dans la zone métropolitaine de Manille, la JICA soutient le développement d'infrastructures de transport public pour diminuer les embouteillages, entre autres problèmes urbains, en se basant sur la Feuille de route pour le développement des infrastructures de transport dans le Grand Manille et ses environs, qui prévoit une extension de la région urbaine selon un axe nord-sud, ce qui implique la construction d'un réseau ferroviaire de banlieue. L'aide de la JICA pour la réduction du risque de catastrophe vise à mettre en pratique le concept « Reconstruire mieux » reconnu par le cadre d'action de Sendai pour la réduction du risque de catastrophe. À cette fin, la JICA participe à des projets d'amélioration des rivières qui soutiennent les zones urbaines et contribue à un meilleur climat de l'investissement. Elle participe également aux efforts visant à rendre le pays plus résilient face aux catastrophes naturelles en tirant parti d'instruments financiers. À Mindanao, la JICA poursuit sa coopération

technique en appui au processus de paix. La JICA encourage également les activités du secteur privé pour augmenter les opportunités d'emploi par des mécanismes financiers innovants [→ voir l'étude de cas page 71].

● Thaïlande

Avec un RNB par habitant de 5 620 USD en 2015, la Thaïlande a rejoint les rangs des pays à revenu intermédiaire supérieur. Cependant, de nombreux problèmes restent à résoudre pour atteindre un développement économique et social durable : améliorer la compétitivité des industries ; faire face au vieillissement démographique et lutter contre les problèmes environnementaux et le changement climatique. De plus, il existe d'autres problèmes communs à la région de l'ANASE, tels que le renforcement de la connectivité et la réduction des écarts de développement.

La JICA se concentre sur trois domaines prioritaires. Le premier consiste à développer durablement l'économie et à faire face aux défis posés par une société parvenant à maturité. Lors de l'exercice 2015, la JICA a poursuivi son aide au développement d'un réseau de transport public dans la zone métropolitaine de Bangkok afin de réduire les embouteillages. Un expert a été envoyé en Thaïlande pour fournir des conseils dans le secteur des transports dans son ensemble. De plus, la JICA a terminé la construction d'écluses et la réhabilitation de routes nationales à Ayutthaya, en réponse aux inondations de 2011. Le deuxième domaine prioritaire consiste à répondre aux problèmes communs aux pays de l'ANASE. La JICA déploie une aide variée, notamment pour les victimes de trafics d'êtres humains et le développement de ressources humaines pour les systèmes douaniers et les mesures de lutte contre le changement climatique. Le troisième domaine prioritaire est celui de la promotion de la coopération avec des pays extérieurs à la région de l'ANASE. Ce volet prend en compte le rôle de plus en plus important de la Thaïlande en tant que tremplin pour apporter une aide aux autres pays de l'ANASE et au-delà. Dans ce domaine, la JICA soutient l'accueil de participants d'Afrique et d'autres pays dans des formations.

● Cambodge

L'économie du Cambodge a atteint une croissance stable avec un PIB réel affichant une progression annuelle de près de 7 % depuis 2010, et un RNB par habitant de 1 070 USD en 2015. Le taux de pauvreté baisse rapidement. Cependant, le Cambodge doit encore faire face à plusieurs problèmes de développement. Les infrastructures ne sont pas adaptées, en particulier les installations d'approvisionnement énergétiques et les routes qui sont fondamentales pour l'industrie et la vie quotidienne des populations. La santé et l'éducation accusent aussi un retard. Bien que les indicateurs dans ces deux secteurs montrent des progrès, ils restent relativement bas par rapport aux autres pays de l'ANASE.

La JICA soutient le processus de construction de la nation en aidant le Cambodge à surmonter ces défis tout en parvenant à une croissance économique stable et durable et à un développement équilibré. Pour ce faire, la JICA se concentre sur trois domaines prioritaires : (1) consolider les bases économiques, (2) promouvoir le développement social et (3) renforcer la gouvernance.

Avec l'établissement de la communauté économique de l'ANASE, le Cambodge a atteint le stade où il peut intensifier son développement économique par la diversification et la mise à niveau de ses industries. En contribuant au développement du corridor économique sud reliant Ho Chi Minh-Ville, au Vietnam, et Bangkok, en Thaïlande, par la construction du pont Tsubasa et l'amélioration des routes nationales n° 1 et n° 5, la JICA participe au renforcement de la connectivité

au sein de la région du Mékong, et à la croissance économique du Cambodge [→ voir l'étude de cas page 32]. La JICA contribue également au développement stratégique et durable du Cambodge par le développement des ressources humaines dans divers secteurs.

● Laos

Le PIB du Laos a augmenté de manière stable à un taux annuel de 7 à 8 % alors que le pays est en voie de quitter les rangs des pays les moins avancés avec un RNB par habitant de 1 730 USD en 2015.

La JICA assure une coopération pour jeter les bases d'une croissance économique qui sera la force motrice d'un développement durable et autonome. En détail, la JICA concentre sa coopération sur les domaines prioritaires suivants : (1) développer les infrastructures économiques et sociales ; (2) développer l'agriculture et protéger les forêts ; (3) améliorer l'éducation de base ; (4) améliorer les services de santé. La JICA travaille également sur des problèmes intersectoriels tels que l'élimination des munitions non explosées et l'amélioration du système juridique.

Les opportunités d'investissement offertes par le Laos font depuis peu l'objet d'une attention accrue. Dans ce contexte, la JICA a apporté sa coopération pour l'amélioration du climat de l'investissement, notamment par le développement du corridor économique est-ouest, avec des prêts d'APD et des dons.

● Myanmar

Au Myanmar, des élections générales ont eu lieu en novembre 2015 et la nouvelle administration doit entrer en fonction en mars 2016. Pour anticiper la poursuite de la croissance économique et des réformes vers la démocratisation, la JICA fournit une aide basée sur les trois domaines prioritaires fixés par la politique de coopération du gouvernement japonais pour le Myanmar, annoncée en 2012.

Le premier domaine est celui de l'aide à l'amélioration des moyens de subsistance. La JICA concentre son aide sur les minorités ethniques et le développement régional, les populations pauvres, le développement du secteur agricole et l'amélioration de la santé. Le deuxième domaine est celui du renforcement des capacités et du

développement institutionnel pour soutenir l'économie et la société. La JICA soutient le processus de démocratisation du pays, notamment en soutenant les réformes économiques et le développement juridique et judiciaire [→ voir l'étude de cas page 102]. Le troisième volet de l'aide porte sur le développement des infrastructures et des systèmes liés, nécessaires à un développement économique durable. La JICA assiste le Myanmar dans les transports, les communications, l'approvisionnement en eau et l'électricité, entre autres secteurs. Ces trois domaines mis à part, la JICA a également fourni du matériel de secours d'urgence, notamment des moustiquaires, et participé au rétablissement d'installations scolaires durant l'exercice 2015, après les pluies torrentielles qui ont touché le pays et ont inondé de nombreuses régions du pays dès le mois de juillet.

● Vietnam

Le Vietnam continue d'afficher une croissance économique stable grâce à la transition vers une économie de marché et à la politique d'ouverture, baptisée « Doi Moi » (rénovation), avec un RNB par habitant de 1 980 USD en 2015, et un taux de croissance annuel du PIB réel de 5 à 6 % ces dernières années. Simultanément, l'abolition des douanes au sein de la région de l'ANASE d'ici l'exercice 2018 a placé le renforcement de la compétitivité industrielle au centre des priorités. Il est également nécessaire de réduire les inégalités entre les zones rurales, qui représentent environ 70 % de la population, et les zones urbaines ; mais aussi d'améliorer l'environnement sanitaire urbain ; d'atténuer les risques de catastrophes naturelles et le changement climatique ; et d'améliorer les services médicaux.

La stratégie de développement national du Vietnam a pour ambition de parvenir à l'industrialisation du pays d'ici 2020 en accordant la priorité aux réformes économiques et administratives, ainsi qu'au développement des ressources humaines et des infrastructures. À cet égard, la JICA assure une coopération centrée sur (1) la promotion de la croissance économique et le renforcement de la compétitivité internationale ; (2) la réponse à la fragilité et aux impacts négatifs du développement économique ; et (3) la bonne gouvernance. Concrètement, la JICA déploie une coopération couvrant un large éventail de domaines, notamment le

Étude de cas

Cambodge : Aide au développement des infrastructures du corridor économique sud

Contribuer à une meilleure connectivité de la communauté économique de l'ANASE

L'aide de la JICA pour le développement des infrastructures dans le corridor économique sud contribue à la connectivité physique de la communauté économique de l'ANASE, lancée à la fin de l'année 2015, et soutient le développement économique de la région du Mékong.

Relier la Thaïlande, le Cambodge et le Vietnam

L'inauguration du pont Tsubasa (connu sous le nom de pont Neak Loeng), en avril 2015, a permis de relier la Thaïlande, le Cambodge et le Vietnam par une seule route. Le pont traverse le fleuve Mékong qui constituait le principal goulot d'étranglement du corridor économique sud reliant la capitale thaïlandaise, Bangkok, la capitale cambodgienne, Phnom Penh, et le plus grand centre économique du Vietnam, Ho-Chi-Minh-Ville.

Dans le cadre de son aide au développement du corridor économique sud, la JICA a participé à la construction du pont Tsubasa et à l'amélioration de

la route nationale n° 1 au Cambodge. Le corridor économique sud forme maintenant une grande artère qui irrigue la croissance économique de la région du Mékong. Le long du corridor, la circulation des biens et des personnes s'accroît plus que jamais tandis qu'un nombre croissant d'entreprises japonaises mènent des activités dans les villes et les zones économiques spéciales.

La route nationale n° 5 qui, avec la route nationale n° 1, forme le corridor économique sud, constitue non seulement un axe routier vital pour le Cambodge, mais aussi pour la région du Mékong dans son ensemble. Le prêt d'APD accordé par la JICA devrait permettre de moderniser toute la route nationale n° 5



Rendu de la nouvelle route nationale n° 5 après les travaux.

qui relie Phnom Penh à la frontière entre le Cambodge et la Thaïlande. Concrètement, le projet prévoit le revêtement en asphalté et l'élargissement à quatre voies de la route d'ici 2020. L'objectif de ce projet de développement des infrastructures routières est de répondre de manière anticipée à l'augmentation du trafic liée à l'intégration de l'ANASE afin d'assurer une circulation sûre et fluide.

La JICA poursuivra son aide au développement d'infrastructures de qualité dans la région du Mékong, contribuant ainsi à une meilleure connectivité physique de la communauté économique de l'ANASE et au développement économique de la région.

développement des infrastructures, les réformes des entreprises d'État et du secteur bancaire, le renforcement de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle, l'amélioration de l'environnement urbain, les mesures de lutte contre le changement climatique, la promotion d'une agriculture à forte valeur ajoutée, le développement de systèmes dans le secteur des soins de santé et l'amélioration des fonctions judiciaires et administratives → voir les études de cas pages 33, 82 et 96.

● Timor-Est

Au Timor-Est, qui a obtenu son indépendance en 2002, la transition de la reconstruction post-conflit vers le développement est en cours. Malgré un RNB par habitant de 1 920 USD en 2015 et une croissance économique stable, le fait est que la majorité des revenus nationaux dépendent du pétrole et du gaz naturel. Parmi les problèmes les plus urgents figurent la diversification de l'industrie et la création d'opportunités d'emploi afin de réduire la dépendance vis-à-vis des ressources naturelles. Pour ce faire, il est fondamental de développer les ressources humaines.

La JICA aide le Timor-Est à poser les bases de la promotion industrielle, redynamiser l'économie rurale et développer les ressources humaines en général, tout en renforçant plus particulièrement les capacités du gouvernement dans l'optique d'une adhésion à l'ANASE. L'aide se décompose en trois programmes de coopération : (1) l'établissement des bases nécessaires à la promotion des activités économiques, (2) l'agriculture et le développement rural, et (3) le renforcement des capacités du gouvernement et du secteur public. Une attention particulière est apportée au développement des infrastructures de transport, telles que les routes ; la formation de ressources humaines industrielles de haut niveau ; la coopération technique et les recommandations politiques pour promouvoir l'agriculture ; et la coopération technique pour le développement des capacités du gouvernement à élaborer et mettre en œuvre des plans de développement.

● Malaisie

Avec la baisse du prix du pétrole brut, le PIB réel de la Malaisie a ralenti autour de 5,0 % en 2015. Cela n'a cependant pas empêché la Malaisie de poursuivre un développement équilibré axé sur deux objectifs – une croissance économique durable avec une meilleure productivité du travail

d'une part, et la protection de l'environnement et l'aide aux personnes socialement vulnérables d'autre part – afin de parvenir au statut d'économie avancée d'ici 2020, avec un RNB par habitant supérieur à 15 000 USD.

Dans ce contexte, la coopération de la JICA en Malaisie se concentre sur les trois domaines prioritaires suivants : (1) soutenir un développement équilibré en vue de l'accession de la Malaisie au rang de pays à haut revenu et contribuer à des relations mutuellement bénéfiques entre la Malaisie et le Japon ; (2) résoudre les problèmes communs à la région de l'Asie du Sud-Est ; et (3) mettre en œuvre le partenariat de développement Japon-Malaisie au-delà de la région de l'Asie du Sud-Est. La JICA mène des projets dans les domaines suivants : le développement de ressources humaines disposant de hautes compétences technologiques pour l'industrie, l'enseignement supérieur pour l'utilisation des hautes technologies scientifiques et la protection des personnes socialement vulnérables, notamment les personnes handicapées, et la coopération pour la protection de l'environnement, notamment pour les mesures de lutte contre le changement climatique. La JICA aide également la Malaisie à mettre en œuvre une coopération Sud-Sud pour les pays de l'ANASE, les pays d'Afrique et les pays islamiques, et elle soutient ces pays en utilisant l'expérience de développement de la Malaisie.

● Singapour

Depuis la signature du programme de partenariat Japon-Singapour en 1993, Singapour et la JICA organisent, en tant que partenaires de coopération, 10 à 15 sessions de formation par an dans divers domaines, en particulier pour les autres États membres de l'ANASE. Parallèlement aux formations offertes en vue de l'entrée en vigueur de la communauté économique de l'ANASE, et portant notamment sur les droits de propriété intellectuelle, les opérations douanières, la gestion de la sécurité maritime, le contrôle aux frontières et d'autres domaines liés au renforcement de la connectivité de l'ANASE, et aux formations destinées aux nouveaux pays membres de l'ANASE (Cambodge, Laos, Myanmar et Vietnam) en vue de réduire les écarts de développement au sein de la région de l'ANASE, Singapour et la JICA organisent des formations, notamment pour les pays Africains et les petits États insulaires. À la fin de l'exercice 2015, 360 sessions de cours avaient été organisées pour 6 300 participants issus de 95 pays.

Étude de cas **Vietnam : Projet de ligne téléphonique pour lutter contre le trafic d'êtres humains**

Prévenir le trafic d'êtres humains

La JICA soutient les efforts de lutte contre la traite des êtres humains (TEH) qui pose un défi à la région du Mékong.

Établir et exploiter une ligne téléphonique contre la TEH

Le Vietnam connaît un développement économique et, simultanément, une aggravation des disparités entre les zones urbaines et rurales. Avec l'amplification des mouvements migratoires internes et externes, la TEH devient de plus en plus préoccupante. Le ministère vietnamien de la Sécurité publique fait état de 2 015 cas de TEH en six ans, entre 2004 et 2009, avec 4 924 victimes identifiées et 3 571 trafiquants arrêtés durant cette période.

Pour lutter contre ce phénomène, le ministère vietnamien du Travail, des Invalides de guerre et des Affaires sociales (MOLISA) et la JICA ont travaillé de concert à l'établissement d'un cadre pour la mise en service d'une assistance téléphonique, ou hotline, offrant des conseils et des informations, en particulier pour la relocalisation, afin d'éviter de devenir victime de TEH.

Les conseillers, qui ont reçu une formation spéciale, orientent les appelants en accord avec les lignes directrices développées dans le projet. D'octobre 2013 à mars 2016, les trois centres des



Une conseillère prend un appel.

provinces d'Hanoi, An Giang et Ha Giang ont reçu un total de 5 257 appels. Parmi eux, celui d'une famille signalant l'enlèvement de sa fille emmenée dans un pays voisin pour être mariée de force. La jeune fille a été secourue et reconduite chez elle grâce à l'aide de la police locale.

Le projet prévoyait également une campagne d'information avec du matériel de sensibilisation, dont 240 000 calendriers, 8 000 brochures, des panneaux ainsi que des annonces à la radio et à la télévision. Cette campagne a permis de mieux faire connaître les mesures de lutte contre la TEH.